

Tout nouveau tout beau à Béatrice-Desloges

Page 2

Express
Étudiant

CELFE

Une nouvelle cohorte de futurs pompiers francophones

à l'Express
22-10-2007

En partenariat avec les villes d'Ottawa et de Hawkesbury



> Kristina Brazeau
kristina.brazeau@transcontinental.ca

Quelque 15 étudiants ont entrepris le programme préparatoire de services d'incendie, en septembre dernier, à La Cité collégiale (LCC). S'ils réussissent toutes les étapes, ceux-ci pourront écrire l'examen provincial et, ainsi, devenir les premiers pompiers à avoir reçu une formation en français, en Ontario.

LCC a présenté les étudiants du programme préparatoire de services d'incendie, mercredi dernier, dans la caserne de l'institution.

La présidente de LCC, Andrée Lortie, ainsi que plusieurs intervenants ont profité de l'occasion pour remercier les partenaires qui ont rendu possible la création de ce programme.

Ceux-ci ont voulu souligner la participation de la Ville d'Ottawa ainsi que celle de Hawkesbury, qui se sont engagés à accueillir des étudiants au printemps prochain pour leur stage pratique.

La Ville d'Ottawa s'est engagée à encadrer une dizaine d'étudiants, tandis que la caserne de

Hawkesbury accueillera entre six et huit étudiants. Ainsi, tous les étudiants sont assurés d'avoir un lieu pour effectuer leur stage en mai et juin prochains.

C'est d'autant plus intéressant que plusieurs étudiants proviennent de Prescott et Russell.

Mme Lortie est heureuse de ce partenariat. «On ne peut pas fonctionner seuls et la nécessité de former des pompiers en français est imminente. C'est une excellente nouvelle», a-t-elle indiqué.

Le directeur du service des incendies de la ville de Hawkesbury, Ghislain Pigeon, est heureux de se joindre à LCC pour offrir ce programme.

«Ce programme offre la possibilité aux étudiants de poursuivre leurs études dans la langue de leur choix. Le programme étant offert en anglais seulement auparavant, on encourage l'utilisation du français.»

Mme Lortie a également tenu à remercier un conseiller de Rideau-Rockcliffe, Jacques Legendre, qui a permis à l'institution d'obtenir un camion,

et ce, gratuitement.

Le camion a été utilisé pendant 20 ans dans l'ancienne ville de Gloucester, et était surnommé la «pompe bionique».

Le programme comprend trois semestres, le dernier étant un stage. Les étudiants y apprennent les techniques de lutte contre les incendies, le maniement de leur équipement, les communications radio, les opérations de sauvetage et les soins d'urgence. Ceux-ci doivent également être en excellente condition physique.

Soulignons que la cohorte de futurs pompiers comprend une seule femme.

Un étudiant, Éric Rodrigue, est heureux de faire partie de la première cohorte. «C'est un beau défi à relever d'autant plus que c'est dans ma langue maternelle. J'ai toujours rêvé d'aider les gens et de sauver des vies, c'est ce qui m'a poussé à m'inscrire dans le programme ainsi que parce que je fonctionne bien sous la pression. Nous sommes tous excités de démarrer ce nouveau programme», conclut-il.

L'École Arc-en-ciel met en place une brigade verte Pour sensibiliser les élèves au recyclage



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 23 octobre 2007 à 12:03

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'École élémentaire catholique Arc-en-ciel, à Orléans, a mis sur pied une brigade verte afin de sensibiliser les élèves ainsi que les familles au recyclage. Le comité, composé d'un représentant par classe, continuera le travail des élèves de la 5e année, qui ont eu l'initiative de réduire le nombre de déchets dans l'école.

Effectivement, armés de masques et de gants, ceux-ci, en compagnie de leur enseignante, Louise Cutcheon, ont trié les déchets, le 3 octobre dernier.

À l'occasion de la semaine nationale de la réduction des déchets, ils ont répété l'expérience mercredi dernier.

Lors de la première collecte, 38,05 kg de déchets ont été amassés. Mercredi dernier, le nombre a été réduit de moitié.

Des élèves, Isabelle Paroyan et Sébastien Plante ont trouvé l'expérience amusante. «C'est un peu dégueulasse», lance Isabelle. «Mais c'est bon pour l'environnement», ajoute Sébastien.

Des mesures ont également été adoptées par l'École afin d'encourager les élèves à recycler et à produire moins de déchets.

Effectivement, les grosses poubelles ont été remplacées par de plus petites. Les élèves rapportent également leurs contenants de jus et autres à la maison pour les recycler.



Armés de masques et de gants, les élèves de l'École Arc-en-ciel ont trié les déchets. Photo : Kristina Brazeau

Ainsi, les familles sont également sensibilisées à la cause.

Ce projet s'inscrit également dans le curriculum scolaire, dans le cadre du cours *Le patrimoine et la citoyenneté canadienne*. Ce cours vise à responsabiliser les élèves face à l'environnement.

Les élèves de 5e année conjuguent donc français, mathématiques, sciences et arts pour ce projet.

Effectivement, les élèves ont composé des sketches et des slogans, fabriqué des affiches et utilisé les mathématiques pour faire tous les calculs.

Le représentant de la brigade verte dans chaque classe aura pour mission, par exemple, de vérifier que les lumières soient éteintes à la sortie de la classe et d'informer ses compagnons sur le recyclage.

L'École tente également d'éliminer les contenants de styromousse dans lesquels les repas sont servis.

«En peu de temps, les élèves ont réduit considérablement le nombre de déchets, c'est un grand impact et ce n'est que le début», indique Mme Cutcheon.

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) est également en train de développer un programme de recyclage auprès de l'ensemble de ses écoles.

Les faux appels 9-1-1 se multiplient



DOMINIQUE LAHAYE

dlahaye@ledroit.com

Quatre écoles secondaires de langue anglaise d'Ottawa ont une fois de plus été la cible de canulars sur l'heure du midi, hier, forçant les policiers à intervenir de nouveau.

Les établissements visés sont les écoles Ridgemont, Gloucester, Woodroffe et Sacred Heart. Si les jours se suivent et se res-

semblent dans le milieu scolaire de la capitale, les alertes diffèrent toutefois. Cette fois-ci, la police a reçu quatre appels d'alerte à la bombe entre midi et demi.

Les précédents appels logés au 9-1-1 signalaient plutôt la présence d'un individu armé à l'intérieur ou aux environs des établissements.

Les fausses alertes ont monopolisé les équipes d'intervention policière sur place pendant au moins deux heures.

Aucune arrestation n'a été

effectuée à la suite de ces appels provenant de téléphones publics, à l'exception d'un, logé à partir d'un cellulaire.

Depuis le 21 septembre, la police a reçu plus de 20 appels similaires forçant plusieurs écoles de la capitale à mettre en place

leurs mesures d'urgence.

Jusqu'à présent, un adolescent de 15 ans a été arrêté et accusé de méfait, puis un autre jeune de 16 ans s'est rendu aux policiers lundi et a admis son geste.

Les policiers poursuivent leur enquête à la recherche d'autres

plaisantins. Les enquêteurs demandent aux élèves ou à toute personne qui détient des informations à ce sujet de les transmettre anonymement à Échec au crime au 613-233-8477 ou d'entrer directement en contact avec les policiers au 613-236-1222.

LE DROIT, LE MERCREDI 24 OCTOBRE 2007

ACTUALITÉS 17

Poursuite d'un ancien professeur du CEGEP de l'Outaouais

Les commissaires plaident la « double immunité »

RÉGIS BOUCHARD

rbouchard@ledroit.com

David Zinga Ditomene, cet ex-professeur d'économie du CEGEP de l'Outaouais qui poursuit cette institution mais aussi la Commission de relations de travail du Québec, la Commission des droits de la personne et le procureur général du Québec, pourrait devoir changer de cible.

Le juge Pierre Isabelle de la cour supérieure a en effet été saisi hier, de trois requêtes présentées par les organismes gouvernementaux en question qui estiment que la poursuite en dommages et intérêts de 950 000 \$ intentée par l'ancien professeur, ne peut les cibler.

Dans sa procédure, M. Ditomene demande à la Cour supérieure d'annuler la décision rendue par la Commission des relations de travail et ensuite par la Commission des droits de la personne qui ont successivement rejeté ses prétentions relativement à son congédiement.

D'une même voix, les avocats représentant les trois organismes ont soutenu que les commissaires, aussi bien des relations de travail que des droits de la per-

sonne, jouissent d'une double immunité dans l'exercice de leurs fonctions, immunité qui leur vient notamment de la Loi sur les commissions d'enquête qui leur confère la même protection en matière de poursuite en dommages et intérêts que celle dont bénéficient les juges de la Cour supérieure.

L'avocate représentant la Commission des relations de travail, M^{me} Josianne Landry a indiqué au juge que les procédures entreprises par M. Ditomene relevaient davantage de la révision judiciaire que d'une action en dommages et intérêts.

Allégations de racisme

M. Ditomene, qui se représente seul, se bat pour faire annuler son congédiement du 30 avril 2002 qui, selon ses prétentions, est davantage motivé par le racisme, la discrimination, le harcèlement et les représailles à son endroit que par ses présumées carences psycho-pédagogiques, son manque d'habileté et de respect avec et envers ses élèves.

Les déboires de l'ex-enseignant ont débuté lorsqu'une de ses élèves a demandé une révision de sa note d'examen, ce qui lui a été

accordé par la direction du CEGEP même si, selon M. Ditomene, la demande avait été présentée hors délai.

Il s'en est suivi un différend entre l'enseignant et ses supérieurs mais aussi avec les élèves d'un de ses groupes alors que 11 des 23 étudiants ont signé une pétition dénonçant l'attitude de leur professeur.

M. Ditomene allègue avoir été victime de racisme et de discrimination puisqu'au moins trois professeurs du CEGEP ont déjà, selon lui, été placés devant une situation similaire à la sienne et leur dossier a été traité différemment du sien par les responsables du collège.

Le juge Pierre Isabelle a pris en délibéré les requêtes en irrecevabilité déposées par les trois organismes gouvernementaux.

Notons que la procédure intentée par M. Ditomene vise aussi le CEGEP de l'Outaouais et le Syndicat des enseignants de cette institution. D'autres poursuites ont aussi été déposées par l'enseignant contre des membres de la direction du CEGEP, l'élève qui a demandé une révision de sa note, ainsi que les parents de l'étudiante en question.

16

LE DROIT, LE MERCREDI 24 OCTOBRE 2007

L'UQO retarde son projet de campus à Saint-Jérôme

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) retarde d'une année son projet de construction de son futur campus à Saint-Jérôme, mais profitera du modèle de partenariat public-privé utilisé par l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) pour son campus de Lévis.

Les promoteurs immobiliers auront jusqu'en janvier pour soumettre à la direction de l'UQO leurs propositions en vue de la conception, de l'établissement des plans et devis et de la construction du campus universitaire. Ce dernier sera érigé sur un terrain public situé en face de la mairie de Saint-Jérôme. L'administration municipale en a fait don, pour une valeur estimée de 1,5 million \$, à la campagne de financement de la Fondation de l'UQO.

Un millier d'étudiants

Actuellement, près de 700 étudiants sont inscrits aux programmes offerts par l'UQO au Centre d'études universitaires des Laurentides (CEUL) dans les locaux du Cégep de Saint-Jérôme. En septembre 2009, l'université gatineoise estime à plus d'un millier le nombre d'étudiants qui pourront être accueillis dans ses locaux du nouveau campus à Saint-Jérôme.

Ce campus pourrait comprendre deux édifices universi-

taires de trois à quatre étages, lesquels abriteraient également des services auxiliaires tels qu'une cafétéria, une salle d'entraînement et une librairie. La réalisation de ce projet est toutefois conditionnelle aux autorisations du gouvernement du Québec.

LE DROIT

EN BREF

Happé mortellement

Le piéton d'Ottawa happé par une voiture taxi sur la promenade Airport, lundi après-midi, a succombé à ses blessures. L'homme de 26 ans est décédé vers minuit et demi après avoir été transporté d'urgence à l'Hôpital d'Ottawa. La police d'Ottawa ne révélera pas l'identité de la victime, en respect des souhaits de la famille. Selon les enquêteurs, la victime a été heurtée mortellement en traversant impulsivement la promenade Airport pour rejoindre une personne qui se trouvait de l'autre côté.

Dame âgée retrouvée

La dame de 85 ans souffrant de la maladie d'Alzheimer, portée disparue lundi, a été retrouvée par les policiers d'Ottawa. Lydia Dundas a été revue dans la même journée vers 19h30, dans le secteur du chemin Walkley.

LE DROIT



Le mercredi 24 oct 2007

Attentat de 1980 en France: un suspect enseigne à l'Université d'Ottawa

La Presse Canadienne
Ottawa

Un homme soupçonné par la France de participation à un attentat survenu en 1980, à Paris, enseigne à temps partiel la sociologie à l'Université d'Ottawa et détient la citoyenneté canadienne.

Le journal français *Le Figaro* a retrouvé Hassan Diab, qui est maintenant âgé de 53 ans, et qui nie avoir participé à l'attaque. Il est arrivé à Ottawa il y a un an, après plusieurs années passées à Winnipeg.

Il affirme être victime d'une homonymie sans fondement car son nom de famille est très commun au Liban et dans les pays arabes. Il ajoute avoir été régulièrement contrôlé au cours de ses déplacements au Canada.

Selon ce que le journal a constaté, M.Diab est plutôt apprécié de ses pairs et de ses étudiants.

Hassan Diab est un ancien étudiant en sociologie de l'Université de Beyrouth, à l'époque des années de guerre. Il affirme aujourd'hui à peine se souvenir du Front populaire de libération de la Palestine. Or, Paris accuse l'intéressé d'avoir été au Liban l'un des membres de ce même groupe de résistance palestinien, adepte du terrorisme au cours des années 1970 et 1980.

Hassan Diab, né dans une famille musulmane, est retourné à Beyrouth dans les années 1990 pour exercer les fonctions de professeur adjoint à l'université américaine de Beyrouth. En 1999, il publiait un ouvrage intitulé «Beyrouth: revivre le passé libanais».

«Le Figaro» écrit qu'en dépit des 27 ans qui se sont écoulés depuis l'explosion qui tua quatre personnes le 3 octobre 1980, Hassan Diab ressemble fort au portrait-robot dressé à l'époque.

Dans les mois qui viennent, la police française attendra les résultats d'une commission rogatoire internationale en cours aux États-Unis où Hassan Diab a étudié. Les enquêteurs français ont aussi l'intention d'exploiter les éléments en leur possession, notamment des notes d'hôtel et des traces capillaires retrouvées dans la voiture louée alors par le suspect. Enfin, les juges peuvent délivrer une commission rogatoire internationale au Canada et demander d'assister à l'interrogatoire du suspect.

S'il est interrogé, Hassan Diab affirme qu'il répondra aux questions mais il soutient que depuis le 11 septembre 2001, on peut créer des dossiers à partir de rien, surtout pour les membres d'une minorité.



Le mercredi 24 oct 2007

Les droits de scolarité influent sur la fréquentation des universités

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

La fréquentation des universités du Québec baisserait de près de 10% si les droits de scolarité facturés dans la province devaient tripler pour rejoindre la moyenne canadienne.

Le ministère de l'Éducation (MELS) a rendu publique tard hier une vaste enquête sur le financement des réseaux d'enseignement de la province. Produit par une équipe de chercheurs universitaires, pour le compte du MELS, le document de 130 pages trace un portrait détaillé des effets de la variation des subventions sur les divers ordres d'enseignement et compare la situation québécoise à celle du Canada, des États-Unis et de plusieurs pays européens.

Le rapport révèle entre autres que les Québécois seraient plus sensibles que les autres Canadiens au prix d'une année d'études à l'université et qu'ils seraient nombreux à renoncer aux études à temps plein s'ils devaient déboursier les quelque 5000\$ facturés en moyenne dans les autres provinces. À l'inverse, la gratuité scolaire augmenterait de près de 8% la fréquentation des universités.

Une augmentation des droits supérieure de 1 ou 2% de points de pourcentage à l'inflation n'aurait qu'un impact minime. Québec a mis fin cet automne au gel des droits de scolarité qui augmenteront de 50\$ par session d'études à temps plein jusqu'en 2012.

Les auteurs du rapport notent toutefois que des hausses récentes en Ontario et en Colombie-Britannique n'y ont pas affecté la fréquentation des collèges et universités, ce qui indique que les droits de scolarité ne constitueraient pas le principal facteur de la poursuite des études postsecondaires.

Écoles privées contre publiques

Le rapport se penche aussi sur les impacts d'une modification aux règles de financement des écoles privées.

Elles sont actuellement subventionnées à hauteur de 60%, une situation fréquemment remise en question dans le milieu de l'éducation.

Or, réduire de 50%, voire de 100% les enveloppes budgétaires allouées au secteur privé ne profiterait pas nécessairement aux finances de l'État. En effet, une baisse des subventions s'accompagnerait probablement d'une hausse de la facture refilée aux parents, qui pourraient choisir de réinscrire massivement leurs enfants dans les écoles publiques. Cet afflux d'écoliers coûterait selon les divers scénarios évoqués jusqu'à 224 millions par année au gouvernement. Plusieurs établissements privés situés à l'extérieur des régions de Montréal et de Québec pourraient être forcés de fermer leurs portes.

Par contre, si les parents se montrent très peu sensibles aux fluctuations de prix et que

la fréquentation des écoles privées devait rester constante en dépit de hausses des frais annuels, l'État pourrait économiser plus de 100 millions en réduisant à néant le financement du secteur privé.

«L'équilibre est très précaire entre les deux réseaux, retient Jean-Pascal Bernier, porte-parole de la ministre de l'Éducation. Le privé répond à un besoin de la population et contribue à maintenir une situation d'équilibre entre toutes les écoles primaires et secondaires de la province.»

Diffusé en catimini en fin de journée, le document a suscité peu de réactions hier. La Fédération étudiante universitaire a dénoncé le fait que le ministère de l'Éducation ait décidé de hausser les droits de scolarité avant d'avoir obtenu le rapport.



Le mercredi 24 oct 2007

Violence après les cours: des parents outrés et inquiets

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

La violente querelle entre des élèves des écoles secondaires Lester B. Pearson et Henri-Bourrassa ne serait pas un événement isolé. Loin de là.

Des parents dénoncent le climat de peur qui s'est développé au fil des ans entre les deux écoles voisines. Inquiets de la sécurité de leurs enfants, certains réclament aujourd'hui que l'on applique aux grands maux les grands remèdes: l'installation de caméras de surveillance supplémentaires et l'embauche de gardes de sécurité à temps plein.

Au petit matin, une vingtaine de parents se sont présentés à l'entrée de l'école secondaire Lester B. Pearson pour y dénoncer l'inaction des directions des deux écoles et des commissions scolaires pour contrer la violence qui sévirait dans le secteur. Elle a éclaté au grand jour mercredi dernier quand une adolescente a été rouée de coups par une bande d'élèves, puis jeudi lorsqu'une douzaine de fenêtres de l'école ont été fracassées.

Contrairement à la version officielle, «ce n'est pas un épisode unique», a affirmé hier à *La Presse* Josée Cioffi, mère d'un élève de l'école Lester B. Pearson. «Cela fait des années qu'il y a des bagarres entre les jeunes. Cette fois, on en a entendu parler parce qu'il y a eu des dommages matériels. Sinon, l'affaire aurait encore été passée sous silence. La violence dans les écoles en général est encore un sujet très tabou.»

Des parents ont remis hier à la direction de l'école anglophone Lester B. Pearson une lettre dans laquelle ils réclament formellement l'embauche d'au moins deux gardes de sécurité qui patrouilleraient en tout temps le secteur, de même que l'ajout de caméras à l'extérieur de l'école pour assurer une surveillance des lieux 24 heures sur 24.

Hier, le retour des élèves s'est fait sous le regard très attentif de plusieurs policiers en uniforme dépêchés sur place pour l'occasion et de quatre gardes d'une firme privée embauchés jeudi dernier pour une période indéterminée. Des professeurs avaient aussi été postés à toutes les entrées, blottis sous un parapluie, refusant de parler aux médias et souriant aux parents. Mais ces mesures n'ont pas impressionné ces derniers.

«Ils nous font le coup chaque fois qu'un événement du genre se produit. Des mesures sont prises pendant quelques jours, puis tout redevient comme avant et on fait comme si de rien n'était. Ce que l'on veut, ce sont des actions à long terme pour régler définitivement le problème. On ne veut plus se demander qui sera la prochaine victime», dit Mme Cioffi.

Il y a trois ans, la fille de Rose Ditury a été battue par un groupe d'élèves alors qu'elle attendait l'autobus scolaire à la sortie des classes de l'école Lester B. Pearson. «Des policiers sont venus pendant deux semaines, puis ils sont repartis et les tensions ont repris», dit-elle.

Rencontre prévue

La direction de l'école Lester B. Pearson fera le point ce soir sur les moyens déployés

pour rehausser la sécurité des élèves lors d'une rencontre avec les parents. Deux psychologues ont été dépêchés en renfort, et des réunions sont prévues entre les conseils scolaires des deux écoles pour créer des activités qui permettraient de rapprocher les élèves.

«Embaucher des gardes de sécurité est une solution un peu extrême, observe Janick Audet, directrice adjointe de l'Institut pacifique qui mène des ateliers de formation à la résolution des conflits dans les écoles du Québec. Les jeunes ne se battront pas devant les gardes, ils iront tout simplement le faire plus loin. Ce qu'il faut, c'est miser sur la prévention.»

La police de Montréal réévaluera au jour le jour la nécessité de patrouiller avec autant d'assiduité le secteur. Aucun incident n'a été signalé hier.

Quatre jeunes filles de 14 et 15 ans ont été accusées de voies de fait. Elles comparaîtront cette semaine en chambre de la jeunesse.



Le mercredi 24 oct 2007

Claude Corbo redeviendrait recteur de l'UQAM

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Tout indique que Claude Corbo troquera son titre d'ancien recteur de l'UQAM contre celui de... nouveau recteur. Les déboires financiers de l'université montréalaise semblent avoir découragé les candidats à la course au rectorat. La liste des aspirants retenus par le comité de sélection, dévoilée hier, ne contient qu'un seul nom: le sien.

La communauté universitaire sera donc consultée du 12 au 19 novembre sur la seule candidature de ce professeur du département des sciences politiques de l'UQAM, qui a présidé les destinées de l'UQAM de 1986 à 1996. Le choix des électeurs, en très grande majorité des professeurs (ils détiennent 1089 des 1403 voix), sera analysé puis dévoilé le 20 novembre par le conseil d'administration de l'établissement.

Le nom de Claude Corbo circulait déjà depuis quelques semaines dans les couloirs de l'UQAM pour succéder à la rectrice par intérim Danielle Laberge, elle-même nommée à la suite de la démission de Roch Denis au printemps. Sa candidature a été bien accueillie hier par le syndicat des chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ). «Il répond à deux conditions essentielles. Il s'est mouillé au cours des derniers mois pour la défense de l'UQAM, et il jouit d'une réputation solide et d'une grande crédibilité. Sa candidature est tout à fait recevable», a commenté hier Guy Dufresne, président du SCCUQ.

Claude Corbo a déposé hier un plan d'action en sept étapes pour sortir l'UQAM de la crise financière dans laquelle elle est plongée depuis le printemps dernier. M. Corbo propose entre autres de décentraliser rapidement la gestion de l'Université et de suivre le plan de redressement budgétaire adopté en juin. Il demande l'aide des syndicats et de toutes les facultés pour trouver des moyens d'augmenter les revenus de l'établissement. «Les errances immobilières de l'UQAM ont sapé la confiance de nos divers partenaires. Si le lien de confiance n'est pas rompu, il est indéniablement fragilisé. Un tel état de choses, quelle qu'en soit la cause, juste ou injuste, est toujours difficile à corriger», écrit M. Corbo dans une lettre diffusée à la communauté universitaire. Il refusé hier de s'entretenir avec les médias.

M. Corbo tiendra des rencontres avec les différents groupes de la communauté universitaire au début du mois de novembre. Si sa candidature est rejetée par les électeurs, le comité de sélection de l'UQAM devra relancer le processus d'appel de candidatures, ce qui semble toutefois peu probable.

Ontario panel to study ways to boost security, response

Experts to see whether confidential information on students can be turned over to police

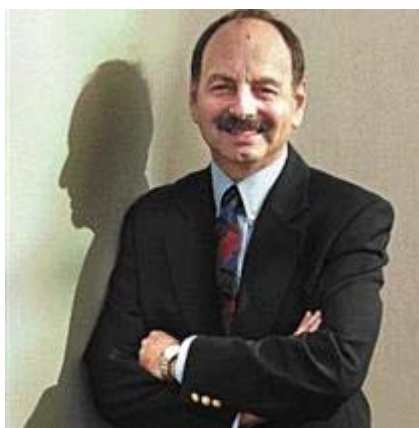
Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 24, 2007

Ontario universities have propelled the long-neglected issue of campus safety to the top of the agenda by appointing an expert panel that will spend the next year studying ways to improve emergency preparedness.

The 20-member panel, chaired by Brock University president Jack Lightstone, plans to seek provincial funding to boost campus security and improve the response to catastrophes such as a Virginia Tech-style shooting.



CREDIT: Bruno Schlumberger, The Ottawa Citizen

"If we can come up with some suggestions about what might be most effective at the most reasonable cost, then we would be prepared to ask government to help us with a special grant to upgrade security systems on our campuses," says Mr. Lightstone.

"We would be prepared to ask government to help us with a special grant to upgrade security systems," says Jack Lightstone of Brock University.

The creation of a task force within the Council of Ontario Universities marks the first time the province's academic community has banded together to look at campus safety and security comprehensively.

The task force was established after the massacre in April at Virginia Tech, which prompted Premier Dalton McGuinty to ask the province's 20 universities about their readiness for such an emergency. During that rampage, a gunman killed 32 people before committing suicide.

A year ago, another gunman killed a student and injured 19 others at Montreal's Dawson College.

More recently, a string of sex assaults on Ontario campuses -- including a well-publicized attack at Carleton University -- has intensified calls for universities to address perceived gaps in their existing security and emergency response plans.

Carleton has responded by hiring outside experts to conduct a safety audit of its campus.

Mr. Lightstone says the task force has four priorities. One is to look at effective, affordable early-warning systems that would alert faculty and students to crises.

Another is to improve security training and awareness among faculty, staff and students.

The committee is also expected to conduct audits of each university's emergency plan to ensure that "everyone has all the main cornerstones covered," says Mr. Lightstone.

The final priority is to look at whether provincial privacy laws allow universities to alert police about confidential information concerning students at risk of violence.

The issue was raised in a U.S. government report commissioned after the Virginia Tech shooting, which was highly critical of the university's response to the rampage.

The report found that despite knowing about the gunman's history of bizarre behaviour, Virginia Tech officials misinterpreted U.S. privacy laws as forbidding any exchange of a student's mental health information.

U.S. federal privacy laws would have allowed school officials to share that information with police.

The report also accused Virginia Tech officials of being slow to sound the alarm to students and faculty.

The findings are expected to inform the Ontario committee's work. In the process, Ontario universities are also consulting security officials from Virginia.

An Ottawa conference of the province's campus security chiefs tomorrow is expected to feature a keynote speech from Virginia Tech's police chief, Wendell Flinchum, and Blacksburg Police Chief Kimberley Crannis.

The meeting is being held in secret because the officials will be discussing security procedures that can't be made public, says conference organizer Rod Curran.

What's more, the Virginia authorities are still under state investigation and have been advised not to speak to media, adds Mr. Curran.

Nonetheless, it appears some lessons from Virginia Tech have already been drawn, especially as they relate to emergency communications.

Ontario universities are considering following the lead of the University of British Columbia, which is setting up a campus-wide early warning system to be used in emergencies.

Once the system is working, staff and students who have provided the university with cellphone numbers will be sent text messages in the event of a crisis.

Algonquin College is investing in a similar system, which allows the college to broadcast emergency messages by text or voice over the college's telephone network. It also includes public address speakers that, when installed in every building, allow the college to broadcast cues and instructions, including directions for evacuating buildings.

Like most Ontario campuses, neither the University of Ottawa nor Carleton University have such systems, although Carleton has a limited version of one inside Dunton Tower, its tallest and most densely populated building.

Mr. Lightstone says Ontario universities are starting to realize they must do more to

update their security technology.

In many cases, universities, facing a funding gap that prevents them from repairing aging buildings, are dealing with a patchwork of alarm and security systems that date from different eras.

"I think we all feel that there must be better ways of doing things than we're doing it now," says Mr. Lightstone.

At the same time, he adds, Ontario universities have no desire to follow the example of many U.S. universities, where metal detectors, swipe-card systems, baggage checks and turnstile gate perimeters are the norm for anyone wanting to step on campus.

"We don't want to turn campuses into armed camps," says Mr. Lightstone.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » October
24 » 2007

Schools fight back

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 24, 2007

Our educational system is under attack.

The attack has not been physical but through the phones. False 911 calls have resulted in a flurry of lockdowns at schools directly affected and neighbouring schools as well.

That's having undesirable results. First, the schools are disrupted and classes are interrupted while students and teachers hide in their rooms. That's traumatizing for all involved. Furthermore, paramedics and police are called off normal duties in the city to deal with the threats at schools. Repeatedly sending emergency personnel to schools leaves dangerous coverage gaps across the city.

The calls make the educational system a victim of itself. School officials treat threats at their institutions seriously. They are taking proper measures to fight the mindless violence of school shootings of the past. But those necessary steps destroy the peaceful atmosphere in which learning flourishes.

Schools are more than just a system. They are a community. They are people joining together to advance learning. They are individuals who have joined to improve themselves, their neighbourhoods, their cities, their country.

The false 911 calls are an assault on this community. Thus that group of people must respond. Students and teachers should take the offensive in condemning such calls. They should be quick to report any clues as to the identity of those offending callers.

The actions of a few should not be allowed to turn our schools into places of distrust and fear.

© The Ottawa Citizen 2007

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » October
24 » 2007

Rape victim warns Carleton students: 'It happens constantly'

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 24, 2007

The woman who successfully sued Toronto police for failing to warn her about the man who raped her had fighting words for Carleton University students yesterday, urging them not to think of last month's high-profile sexual assault on campus as an isolated incident.

"It happens every year and it happens constantly. But you need to be paying attention and articulating that this is a problem for you," said the woman, dubbed Jane Doe after she was attacked in 1986 by a man known as the "balcony rapist."

She launched a lawsuit against Toronto police, arguing investigators were negligent for not making the public aware of the rapist, and won the case more than a decade later.

The woman told a packed hall of about 400 students that research suggests sexual violence disproportionately affects people between the ages of 15 and 25. "That's you. That's the high school and university population who's committing the crime and experiencing the crime."

She then challenged students to fight for a campus body that would operate at arm's length from the university and have powers to investigate complaints of attacks.

"What you require at Carleton -- and at other universities across the country -- is a dedicated sexual assault centre ... that does not rely on the volunteer and unpaid work of graduate students," she said.

The Toronto-based writer and teacher was invited to speak by Carleton's women's studies department.

The event is taking place the same week that student leaders are hosting a townhall meeting designed to encourage students to come forward with their stories of sexual assault.

Today's meeting is expected to take place in private to ensure students have a "confidential and safe space" to talk, says Shelley Melanson, president of Carleton's students association.

Yesterday's lecture took place against a backdrop of heightened vigilance following a string of recent sex attacks on university campuses. The most well-publicized incident involved a 24-year-old Carleton student who was assaulted in a chemistry lab. Following the attack, posters providing safety tips for students were distributed around campus, and more students appeared to show interest in workshops on personal safety. More students volunteered to be foot patrollers and safety escorts, and many more female students took advantage of the service.

But Jane Doe urged students to be mindful of the safety warnings they hear,

particularly if they lead women to limit their movement and censor their behaviour. That just shows that university officials "infantilize women" and have a vested interest in downplaying sexual violence on campuses, she said.

"You must remember that the university is a financial institution that runs like a business and thinks that it would lose income if it accepts that sexual violence and crime on campus is made known."

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » October
24 » 2007

Anglophones' inclusiveness aids Franco-Ontarian survival, panel told

Ontario youth called more supportive of bilingualism

Jean-François Bertrand

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 24, 2007

At a conference yesterday at an Ottawa hotel leaders of the Franco-Ontarian community debated the question: "Does the survival of Franco-Ontarians depend on the goodwill and generosity of the English-speaking majority?"

The two-day conference at the Crowne Plaza, which ends today, was organized by the Assemblée de la francophonie de l'Ontario, the Franco-Ontarian lobby. About 225 community leaders are participating.

Ronald Caza, the lawyer who successfully argued the Montfort case in court in 2001, which quashed the Ontario government's decision to close the French-language hospital, said in a panel discussion that the generosity level of the majority varies.

When the majority does not act in good faith, he said, Franco-Ontarians react by taking the government to court. He said it was a good sign that no court cases have been launched in the past four years.

"We now have a French language services commissioner, the size of Montfort Hospital has doubled. The government did not have to make that happen," said Mr. Caza. That is how he defined "generosity."

University of Ottawa political scientist Caroline Andrew, co-chair of the city of Ottawa's French language services advisory committee, said the traditional English-speaking Ontarian is no longer a majority.

"There's a difference between the generations. Many youths believe that two official languages is part of what defines Canada. And those who take issue with that are part of marginal groups," she said.

She noted that it is in anglophones' interest to foster an alliance between Ontario and Quebec. That means recognizing minorities in Ontario.

Ms. Andrew noted that an association like Canadian Parents for French demanded school boards offer French immersion.

"And members of that organization are the type who vote," Ms. Andrew said.

She said those who took French immersion help define modern Ontario.

Maryse Bermingham, a community activist who immigrated to Canada from Haiti 40 years ago, noted the biggest problem with newly arrived French-speaking immigrants is their belief that their economic opportunities are limited if they speak only French.

"They settle in an English area, (and) to learn the language faster, send their children to school in English. The largest number of assimilated francophones is found among the recent immigrants," she said.

The solution lies in the generosity of the French-speaking minority, she said, which should be more inclusive than it now is.

"There are still some systemic barriers," said Ms. Bermingham of that lack of generosity.

Mariette Carrier-Fraser, president of the assembly, said the two-day conference allows Franco-Ontarians from one end of the province to the other to learn about each region's challenges.

Graham Fraser, the commissioner of official languages, will address the delegates this morning. His topic is Section 7 of the Official Languages Act, which states that federal departments and agencies must promote linguistic duality through "positive measures."

François Boileau, the newly appointed French language services commissioner is also scheduled to speak today. Mr. Boileau was, until August, one of the counsels at the Office of the Commissioner of Official languages.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » October
24 » 2007

4 more hoax calls at schools

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 24, 2007

Four more Ottawa high schools -- Ridgemont, Gloucester, Woodroffe and Sacred Heart -- were targeted by hoax 911 calls during the noon hour yesterday.

Over the past month, students, school staff, parents and emergency crews have responded to a rash of unsubstantiated reports of people with guns on or near school properties.

Since Sept. 21, police have received more than 20 calls, forcing school lockdowns and tying up police, fire and paramedic resources.

Police Chief Vern White said Monday he fears prank calls may lead to a "cry wolf" reaction, and vowed police will treat each report as legitimate.

A 15-year-old boy has been charged in connection with one of the previous calls, and a 16-year-old boy who admitted involvement in another call was entered into a diversion program under the Youth Criminal Justice Act and faces discipline from a school board.

Anyone with information is asked call Ottawa police at 613-236-1222 or Crime Stoppers at 613-233-8477.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.